DARES indicateurs

juillet 2016
N° 038

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL
DARES
direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 1er TRIMESTRE 2016

L'emploi augmente, le chômage se stabilise

Au 1er trimestre 2016, l'activité économique en France croît de 0,6 %. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand non agricole augmente (+40 400 postes) : l'emploi croît dans le secteur tertiaire hors intérim (+47 900), alors que l'intérim progresse faiblement (+2 000). Les destructions d'emploi se poursuivent dans l'industrie (8 400) mais l'emploi dans la construction rebondit faiblement (+800). Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation augmente (+18 000). Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie progresse au 1er trimestre 2016 : +65 000 postes après +71 000 postes au trimestre précédent.

Le taux de chômage au sens du BIT est stable à 9,9 % au 1er trimestre 2016 en France métropolitaine (10,2 % en France entière). Par rapport au trimestre précédent, 25 000 personnes de moins sont inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues : le nombre d'inscrits diminue de 50 000 pour la catégorie A et de 24 000 pour les catégories A, B, C.

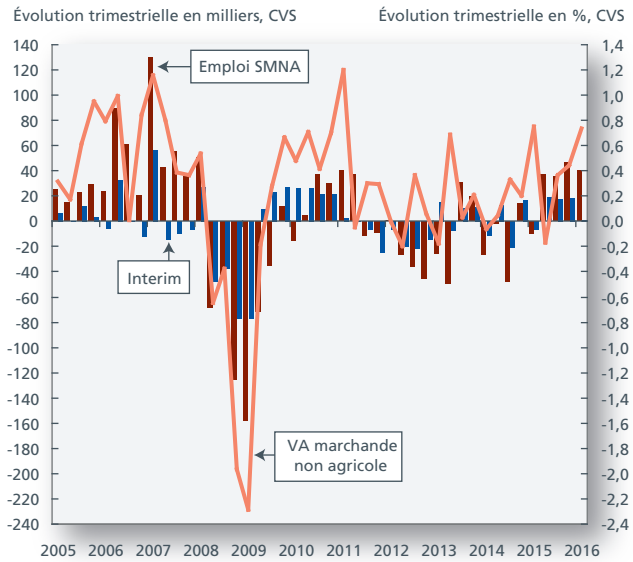
Dans la zone euro, l'activité accélère (+0,6 % après +0,4 % le trimestre précédent). Le taux de chômage au sens du BIT poursuit sa baisse à 10,3 % de la population active (-0,9 point par rapport au 1er trimestre 2015).

L'activité croît de 0,6 % en France au 1er trimestre 2016

Le produit intérieur brut (PIB) accélère au 1er trimestre 2016 (+0,6 % après +0,4 % [1]). Après une croissance de +1,3 % en 2015, l'acquis de croissance pour l'année 2016 à la fin du 1er trimestre s'élève à 1,1 %.

La progression de l'activité au 1er trimestre 2016 est entrainée par la demande intérieure hors stocks, qui contribue à la croissance pour 1,0 point (après +0,4 point). Les dépenses de consommation des ménages sont très dynamiques ce trimestre (+1,1 % après +0,1 %) et celles des administrations publiques augmentent au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,5 %). L'investissement accélère de nouveau dans les entreprises non financières (+2,1 % après +1,6 % et +0,4 %), poursuit son rebond dans les administrations publiques (+0,9 % après +0,7 % et -0,7 %) et repart légèrement à la hausse pour les ménages (+0,2 % après +0,0 % et -0,1 %). Le commerce extérieur contribue quant à lui moins négativement à la croissance ce trimestre (-0,2 point après -0,6 point) : les exportations décélèrent en effet moins fortement que les importations (respectivement +0,0 % après +0,8 % et +0,8 % après +2,8 %). La contribution des variations de stocks à la croissance du PIB s'élève à -0,2 point ce trimestre (après +0,6 point).

Graphique 1
Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.
Lecture : au 1er trimestre 2016, l'emploi SMNA a progressé de 40 400 et l'intérim de 2 000. Parallèlement, la valeur ajoutée marchande non agricole a progressé de 0,7 %.
Champ : France métropolitaine (emploi) ; France entière (valeur ajoutée).
Sources : Dares, Insee.

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles augmente de 40 400

D'après les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) augmente de nouveau au 1er trimestre 2016 *(1)*: il croît de 40 400 postes, après 46 500 au trimestre précédent (graphique 1, tableau 1, [2]).

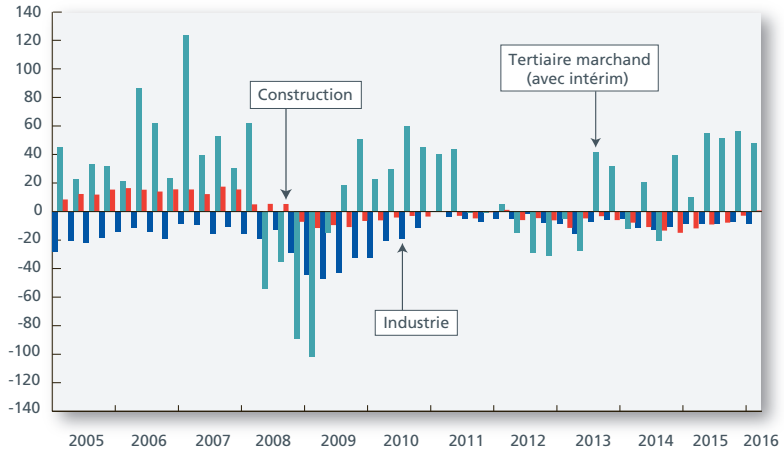
Cette croissance de l'emploi SMNA masque des contrastes entre les secteurs. L'emploi tertiaire marchand hors intérim reste dynamique (+47 900 postes après +56 700 postes) alors que l'emploi dans la construction est quasi stable (+ 800 après -2 900). Il s'agit néanmoins pour ce secteur du premier trimestre d'expansion depuis le premier trimestre 2012. Les pertes tendancielles d'emploi industriel se poursuivent (-8 400 après -7 200), à un rythme toutefois inférieur à celui des deux dernières décennies (graphique 2, [3]). L'intérim a quant à lui augmenté de 2 000 postes au 1er trimestre, une hausse bien plus faible qu'aux trimestres précédents (+19 000 postes au 4e trimestre 2015 et +17 800 postes au 3e trimestre 2015 (graphique 3)).

Dans le secteur non marchand, l'emploi a progressé au 1er trimestre 2016 (+17 000 après +16 000). L'emploi total est ainsi en hausse: on compte 65 000 emplois supplémentaires, après +71 000 le trimestre précédent. Sur un an, entre mars 2015 et mars 2016, l'emploi total a augmenté de 242 000 postes, après une hausse de 49 000 postes entre mars 2014 et mars 2015.

Par ailleurs, les tensions sur le marché du travail ont augmenté au 1er trimestre, poursuivant le retournement amorcé depuis un an (graphique 4, [4]). Depuis un an, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi a progressé plus vite que le nombre de nouveaux inscrits en catégories A, B et C. L'indicateur de tension, qui rapporte les offres d'emploi collectées par Pôle emploi aux entrées à Pôle emploi en catégories A, B et C, reste toutefois sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme *(2)*: -44 % dans le bâtiment et les travaux publics, -1 % dans l'industrie et -21 % dans le tertiaire.

Graphique 2
Emploi salarié par grands secteurs d'activité

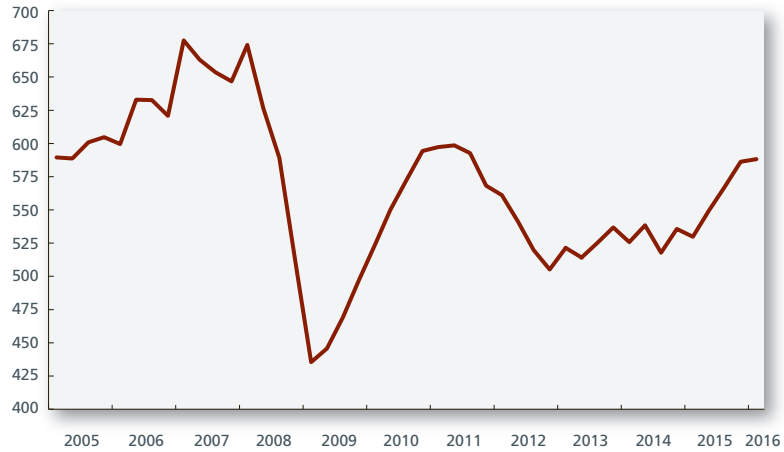
Évolution trimestrielle en milliers, CVS



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non ventilé par secteurs utilisateurs.
Lecture : au 1er trimestre 2016, l'emploi dans le tertiaire marchand a progressé de 47 900.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 3
Emploi intérimaire

Niveau en milliers en fin de trimestre, CVS



Lecture : à la fin du 1er trimestre 2016, on compte 588 000 emplois en intérim.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Tableau 1
L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

Données CVS, en fin de trimestre	2016	2015				2016				2015	2016
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Secteurs marchands	**16 021**	**-10**	**38**	**35**	**47**	**40**				**-0,3**	**1,0**
Dont : industrie	*3 117*	*-9*	*-8*	*-9*	*-7*	*-8*				*-1,4*	*-1,0*
construction	*1 319*	*-12*	*-9*	*-8*	*-3*	*1*				*-3,7*	*-1,4*
tertiaire	*11 585*	*10*	*55*	*52*	*57*	*48*				*0,4*	*1,9*
dont : intérim	*588*	*-6*	*20*	*18*	*19*	*2*				*0,8*	*11,0*
Autres *(1)*	**10 926**	**22**	**24**	**9**	**24**	**25**				**0,9**	**0,8**
Dont : non marchand privé (2)	*2 024*	*4*	*10*	*1*	*8*	*8*				*1,1*	*1,4*
Emploi total	**26 948**	**12**	**61**	**44**	**71**	**65**				**0,2**	**0,9**
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	*18 045*	*-6*	*47*	*36*	*55*	*49*				*-0,1*	*1,0*

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.
(2) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).
Sources : Dares, Insee.

(1) L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

(2) Lorsque l'indicateur augmente, les tensions sur le marché du travail sont plus élevées.

Le pouvoir d'achat des indices de salaire augmente légèrement

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) et le salaire mensuel de base (SMB) ont accéléré en données brutes au 1er trimestre 2016 (+0,5 % après +0,1 % le trimestre précédent [5]). Entre mars 2015 et mars 2016, le SHBOE et le SMB ont progressé respectivement de 1,1 % et 1,2 % (tableau 2, graphique 5), après des hausses respectives de 1,2 % et 1,3 % entre mars 2014 et mars 2015.

Le pouvoir d'achat des indices de salaire a accéléré sensiblement au 1er trimestre 2016, du fait de la faiblesse de l'inflation. Les prix à la consommation hors tabac (données brutes) sont stables *(3)*, après une hausse de 0,1 % au trimestre précédent. En prenant en compte cette évolution des prix, le SHBOE augmente de 0,6 % en euros constants *(4)* et le SMB de 0,5 %, après une hausse de 0,1 % du SHBOE et une stabilité du SMB au trimestre précédent. En rythme annuel, le pouvoir d'achat du SHBOE et du SMB progresse respectivement de 1,4 % et 1,3 % entre mars 2015 et mars 2016 après une hausse de 1,3 % entre mars 2014 et mars 2015.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté au 1er trimestre (+0,6 % après 0,5 % au trimestre précédent). Entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016, le SMPT a progressé de 1,7 %, après une croissance de 1,4 % entre le 1er trimestre 2014 et le 1er trimestre 2015. Le pouvoir d'achat du SMPT *(5)* a augmenté de 1,7 % en un an, après une hausse identique l'année précédente.

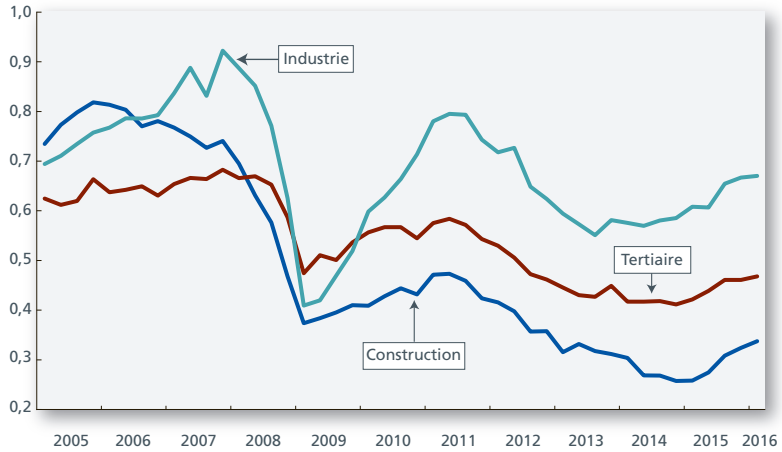
Sur un an, l'augmentation des salaires réels est ainsi bien plus accentuée que celle de la productivité, qui ne croît que de 0,5 % entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 (graphique 6)

Nouvelle hausse du nombre d'emplois aidés

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés est en constante progression depuis le début de l'année 2013 et augmente encore ce trimestre de 18000 pour atteindre 539000 salariés fin mars 2016 (tableau 3, graphique 7). Cette hausse est portée à la fois par les CUI-CIE dont le nombre de bénéficiaires augmente ce trimestre de 10000, et par les CUI-CAE dont le nombre de bénéficiaires augmente également de 10000. Sur un an, le nombre de salariés en CUI-CIE a doublé, sous l'effet de la hausse de l'enveloppe financière allouée en 2015 à ces contrats. Le nombre de jeunes en emploi d'avenir est stable au 1er trimestre 2016, mais sur un an il progresse de 4000 (+3,4 %).

Graphique 4
Offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur les entrées à Pôle emploi par grands domaines professionnels

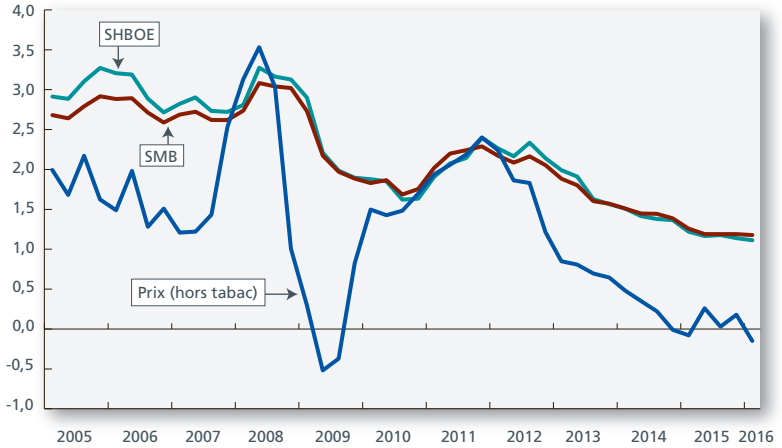
Séries trimestrielles, ratio CVS



Les intitulés recouvrent des domaines professionnels et non des secteurs d'activité.
Lecture : au 1er trimestre 2016, l'indicateur de tension progresse dans les domaines de l'industrie, du BTP et du tertiaire. Plus l'indicateur est élevé, et plus les tensions sur le marché du travail sont faibles.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 5
Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation

Évolution sur un an, en %



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.
Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (prix).
Sources : Dares, Insee.

(3) L'indice des prix à la consommation d'un trimestre donné correspond à celui du dernier mois de ce trimestre.

(4) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCht).

(5) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'indice des prix à la consommation hors tabac (IPCht). Entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016, l'IPCht en moyenne trimestrielle est stable après avoir baissé de 0,3 entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2014.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et du salaire moyen par tête (en valeur nominale) et de leur pouvoir d'achat

	2015				2016				2015	2016
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Prix à la consommation (1)	0,3	0,3	-0,5	0,1	0,0				-0,1	-0,1
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE)	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5				1,2	1,1
Pouvoir d'achat du SHBOE (2)	*0,3*	*-0,1*	*0,7*	*0,1*	*0,6*				*1,3*	*1,4*
Salaire mensuel de base (SMB) (3)	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5				1,3	1,2
Pouvoir d'achat du SMB (4)	*0,2*	*0,0*	*0,7*	*0,0*	*0,5*				*1,3*	*1,3*
Salaire moyen par tête (SMPT) (5)	0,7	0,3	0,3	0,5	0,6				1,4	1,7
Pouvoir d'achat du SMPT (6)	*1,1*	*-0,6*	*0,6*	*0,7*	*1,1*				*1,7*	*1,7*

(1) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré avec le dernier mois de chaque trimestre, données brutes).
(2) La variation du SHBOE est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac des ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie (dernier mois du trimestre).
(3) Données brutes, fin de trimestre, établissement des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
(4) La variation du SMB est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (dernier mois du trimestre).
(5) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.
(6) La variation du SMPT est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (moyenne du trimestre).
Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (SMPT, prix).
Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

	Entrées sur le trimestre, données brutes			Cumul des entrées sur 12 mois glissants			Nombre de bénéficiaires en fin de trimestre, données cvs		
	T1 2015	T1 2016	Évolution en %	Avril 2014 à mars 2015	Avril 2015 à mars 2016	Évolution en %	T1 2015	T1 2016	Évolution en %
Emplois aidés	**410**	**444**	**8,2**	**1 816**	**1 966**	**8,2**	**1 476**	**1 533**	**3,9**
Contrat aidé	**145**	**166**	**14,2**	**584**	**658**	**12,8**	**480**	**539**	**12,3**
CUI-CAE	56	65	16,3	260	258	-0,7	202	218	7,7
CUI-CIE	17	32	84,2	51	106	106,7	35	73	110,5
Emploi d'avenir	18	18	-3,4	86	76	-12,5	116	120	3,4
Insertion par l'activité économique	54	52	-4,6	186	218	17,4	126	128	0,9
Dont CDDI dans les ACI (1)	*26*	*29*	-	*69*	*104*	-	*45*	*46*	-
Contrat en alternance	**48**	**49**	**0,6**	**443**	**460**	**4,0**	**569**	**577**	**1,5**
Apprentissage	25	26	5,3	267	278	3,9	382	383	0,3
Contrat de professionnalisation	24	23	-4,3	176	183	4,1	187	194	3,9
Autre emploi aidé (2)	**216**	**229**	**5,9**	**790**	**847**	**7,3**	**427**	**417**	**-2,3**
Formation des personnes en recherche d'emploi	**187**	**187**	**0,1**	**668**	**623**	**-6,9**	**247**	**233**	**-5,6**

	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	Glissement annuel en milliers
	Évolutions trimestrielles des bénéficiaires, en milliers, données CVS				
Emplois aidés	**12**	**14**	**15**	**16**	**58**
Contrat aidé	**21**	**4**	**16**	**18**	**59**
CUI-CAE	4	-5	7	10	16
CUI-CIE	11	8	9	10	38
Emploi d'avenir	3	1	0	-1	4
Insertion par l'activité économique	3	-1	0	-1	1
Dont CDDI dans les ACI (1)	*1*	*0*	*0*	*-1*	*1*
Contrat en alternance	**-1**	**11**	**2**	**-3**	**9**
Apprentissage	-2	6	0	-2	1
Contrat de professionnalisation	1	5	2	0	7
Autre emploi aidé (2)	**-7**	**-1**	**-3**	**1**	**-10**
Formation des personnes en recherche d'emploi	**-8**	**-8**	**-5**	**7**	**-14**

(1) Depuis le 1er juillet 2014, les salariés embauchés par des ateliers ou chantiers d'insertion ne peuvent plus l'être en CUI-CAE, mais uniquement en CDDI, expliquant la bascule entre les 2 dispositifs.
(2) Les autres emplois aidés regroupent les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté, les exonérations sur les embauches de jeunes en CDI , les contrats de génération, l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, et l'accompagnement des restructuration (ATD).
Champ : France métropolitaine
Sources : Dares, ASP, Acoss, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, données provisoires ou estimées.

Les entrées en apprentissages, dynamiques depuis la rentrée 2015, ont permis de stabiliser le nombre de bénéficiaires sur un an. Les effectifs en contrat de professionnalisation, stables ce trimestre, ont augmenté de 7 000 sur un an. Au total, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance baisse légèrement au 1er trimestre 2016 mais augmente de 9 000 sur un an (+1,5 %).

Le nombre de personnes en recherche d'emploi en formation serait en hausse ce trimestre (+7 000), mais diminuerait de 14 000 sur un an en raison d'une baisse des entrées de 6,9 % sur les douze derniers mois. La baisse porte sur les formations financées par les régions et les OPCA, notamment en raison d'une baisse du nombre de personnes en contrat de sécurisation professionnelle. Les formations prises en charge par Pôle emploi ont au contraire augmenté sur un an.

Stabilité du taux de chômage au sens du BIT sur le trimestre

Au 1er trimestre 2016, en France métropolitaine, 9,9 % de la population active était au chômage au sens du BIT *(6)*; le taux de chômage reste ainsi à son niveau du 4e trimestre 2015 (tableau 4, graphique 8). Le nombre de chômeurs a diminué de 3 000 par rapport au trimestre précédent et atteint 2 845 000 personnes en moyenne sur le trimestre.

Par rapport au 4e trimestre 2015, le taux de chômage des hommes a diminué de 0,1 point pour s'établir à 10,3 %, alors que celui des femmes reste à son niveau du 4e trimestre 2015 (9,4 %) (graphique 9). Le taux de chômage des moins de 25 ans a augmenté de 0,3 point et celui des 25-49 ans de 0,1 point, pour atteindre respectivement 24,2 % et 9,3 %. Celui des seniors (50 ans ou plus) a diminué de 0,2 point pour s'établir à 6,5 % (tableau 4).

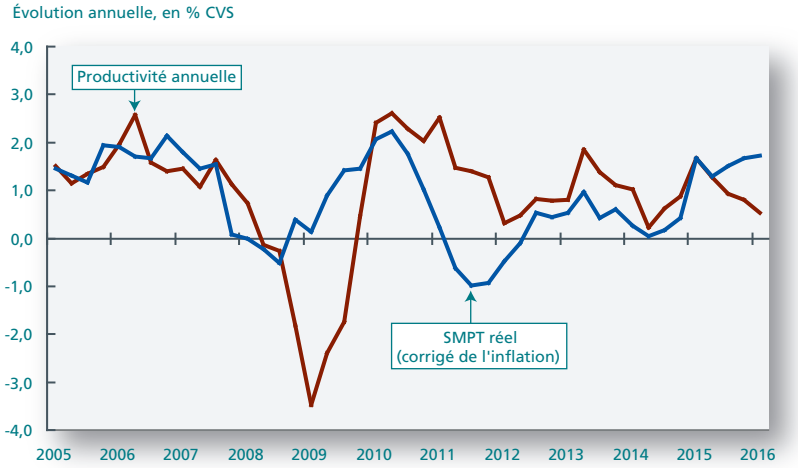
Sur un an, entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016, le taux de chômage a diminué de 0,1 point en France métropolitaine (-0,1 point pour les hommes, -0,2 point pour les femmes). On dénombre, au 1er trimestre 2016, 24 000 chômeurs de moins qu'un an auparavant.

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Après une augmentation au 4e trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A *(7)*) diminue au 1er trimestre 2016 (-50 000, graphique 10). Sur un an, entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 17 000, après +164 000 sur l'année précédente.

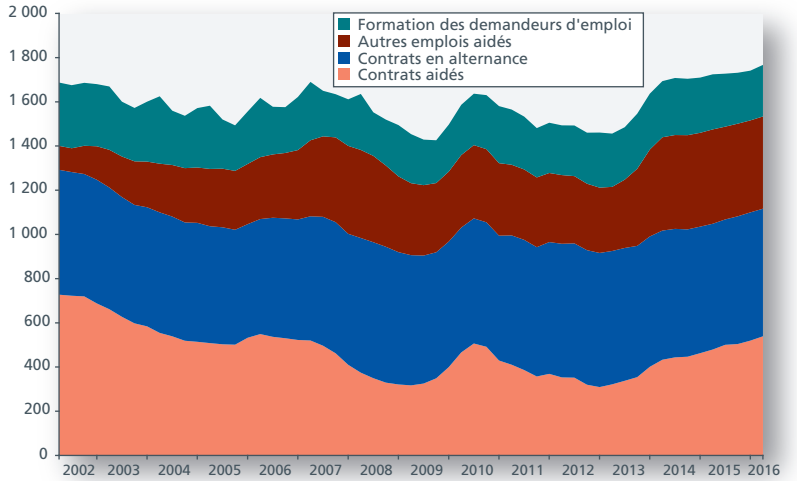
Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) a baissé

Graphique 6
Productivité par tête et salaires



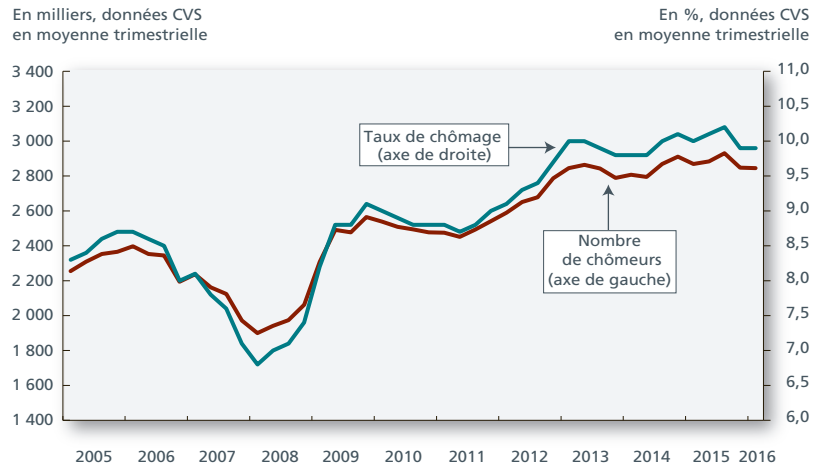
Lecture : au premier trimestre 2016, la productivité par tête et le salaire moyen par tête (SMPT) corrigé de l'inflation ont augmenté respectivement de 0,5 % et 1,7 % par rapport au premier trimestre 2015.
Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).
Sources : Dares, Insee.

Graphique 7
Évolution des bénéficiaires des dispositifs spécifiques des politiques de l'emploi



Champ : France métropolitaine.
Source : DARES, ASP, Acoss, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale ; données provisoires ou estimées.

Graphique 8
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT



Estimation du taux de chômage à +/- 0,3 point (intervalle de confiance à 95 %) depuis le 3e trimestre 2010.
Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

(6) 10,2 % en France (y compris DOM).

(7) Les demandeurs d'emploi en catégorie A et les chômeurs au sens du BIT ne se recoupent que partiellement : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être en catégorie A, et inversement [9].

Tableau 4
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	Nombre de chômeurs			Taux de chômage		
	Niveau T1 2016 (p) (en milliers)	Variation T4 2015 / T1 2016 (en milliers)	Variation T1 2015 / T1 2016 (en milliers)	Niveau T1 2016 (p) (en %)	Variation T4 2015 / T1 2016 (en points)	Variation T1 2015 / T1 2016 (en points)
Hommes	1 537	-16	-12	10,3	-0,1	-0,1
Femmes	1 307	12	-13	9,4	0,0	-0,2
Moins de 25 ans	657	9	3	24,2	0,3	0,1
25-49 ans	1 651	4	-41	9,3	0,1	-0,2
50 ans ou plus	537	-17	13	6,5	-0,2	0,0
Ensemble	**2 845**	**-3**	**-24**	**9,9**	**0,0**	**-0,1**

(p) Résultats provisoires.
Estimation à +/ 0,3 point près du taux de chômage et de son évolution trimestrielle.
Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à pôle Emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de pôle Emploi

Données CVS-CJO, en fin de trimestre	Nombre de demandeurs d'emploi au T1 2016 (en milliers)	Variation trimestrielle T4 2015 / T1 2016 (en milliers)	Variation annuelle T1 2015 / T1 2016 (en milliers)	Évolution trimestrielle T4 2015 / T1 2016 (en %)	Évolution annuelle T1 2015 / T1 2016 (en %)
Catégories A, B, C, D, E (ensemble des inscrits)	**6 151**	**-25**	**199**	**-0,4**	**3,3**
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi)	5 454	-24	158	-0,4	3,0
Catégorie A (sans activité)	3 531	-50	17	-1,4	0,5
Catégories B, C (exerçant une activité réduite)	1 923	26	142	1,3	8,0
Catégorie B (activité réduite courte)	720	5	33	0,8	4,8
Catégorie C (activité réduite longue)	1 203	20	109	1,7	10,0
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	273	-1	-6	-0,4	-2,1
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi)	424	0	46	-0,1	12,2
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée	**2 484**	**14**	**173**	**0,6**	**7,5**
Part des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée (en % et en point)	45,5 %	+0,5 pt	+1,9 pt		

Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

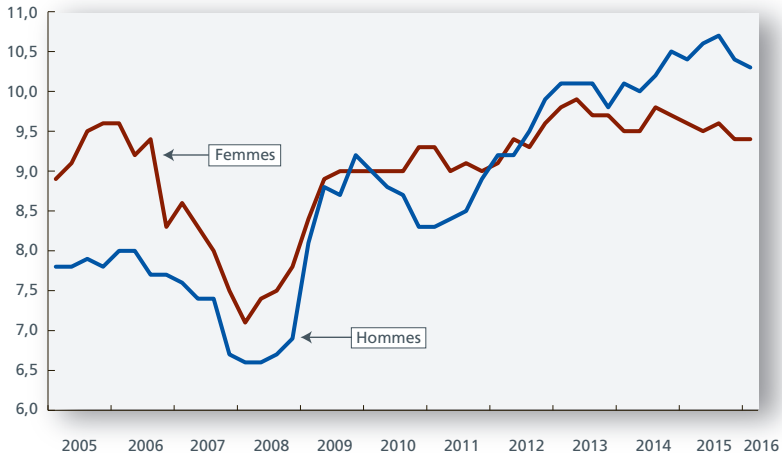
de 24 000 (graphique 11) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 5 454 000 personnes à la fin du 1er trimestre 2016.

Au 1er trimestre 2016, le nombre des sorties (8) en catégories A, B, C a fortement augmenté, alors que les entrées se sont ralenties (graphique 12). Sur un an, entre le 1er trimestre 2015 et le 1er trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 158 000, après +335 000 sur l'année précédente.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) est plus soutenue qu'au trimestre précédent : +26 000, après +22 000 au 4e trimestre 2015. L'activité réduite longue (de plus de 78 heures dans le mois, catégorie C) explique la majorité de cette hausse (+20 000 ce trimestre contre +5 000 pour la catégorie B), alors que 63 % des demandeurs d'emploi en activité réduite sont en catégorie C en mars 2016.

Graphique 9
Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %, données CVS en moyenne trimestrielle



Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

(8) Le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a été exceptionnellement élevé en janvier 2016. Le nombre élevé de sorties de catégories A, B, C au 1er trimestre 2016 est donc à interpréter avec prudence.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis au moins un an en catégories A, B, C, s'est poursuivie au 1er trimestre 2016 : +14 000 sur le trimestre et +173 000 sur un an. La part des inscrits depuis au moins un an parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C atteint 45,5 % à la fin du 1er trimestre 2016. Sur un an, cette part a augmenté de 1,9 point.

À la fin du 1er trimestre 2016, 6 151 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E), soit une baisse de 25 000 par rapport à la fin du 4e trimestre 2015 et une hausse de 199 000 par rapport à la fin du 1er trimestre 2015 (tableau 5, [6]).

Dans la zone euro, le chômage poursuit son recul et la croissance accélère

Dans la zone euro, le PIB accélère au 1er trimestre 2016 (+ 0,6 % après +0,4 % au trimestre précédent [7]). Sur un an, l'activité progresse de 1,7 %. Par pays, la croissance s'élève à +0,8 % en Espagne (après +0,8 % également) et +0,7 % en Allemagne (après +0,3 %). En France, l'activité augmente de 0,6 % après +0,4 %(soit +1,4 % sur un an). En Italie l'activité progresse plus faiblement (+0,3 % après +0,2 %). Par ailleurs, en dehors de la zone euro, le PIB du Royaume-Uni s'accroît de +0,4 % (après +0,6 %).

Le taux de chômage au sens du BIT en zone euro baisse depuis un an : il s'établit à 10,3 % de la population active ce trimestre, après 10,5 % au 4e trimestre et 11,2 % un an auparavant (graphique 13, [8]). En particulier, le chômage s'est réduit en Allemagne (4,3 % après 4,4 % au trimestre précédent, et 4,8 % un an auparavant), en Espagne (20,4 % après 21,0 % au précédent trimestre et 23,1 % un an auparavant) et en Italie (11,6 % ce trimestre et le précédent, 12,3 % un an auparavant). Au Royaume Uni, le taux de chômage se stabilise à 5,0 % (5,5 % un an auparavant). En France, le taux de chômage stagne selon l'Insee : 9,9 % de la population active est au chômage au 1er trimestre, après 10,0 % un an auparavant.

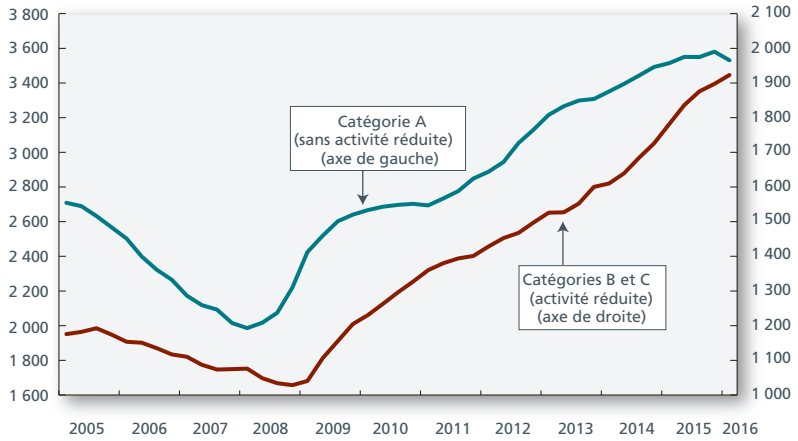
Aux États-Unis, l'activité est peu dynamique ce trimestre (+0,2 % après +0,3 % et +0,5 % les trimestres précédents, soit +2,0 % sur un an) mais le taux de chômage poursuit sa baisse : il s'établit 4,9 % au 1er trimestre 2016 après 5,0 % et 5,6 % un an auparavant (graphique 14). Enfin, le PIB japonais rebondit ce trimestre (+0,5 % après -0,4 %, soit +0,8 % sur un an), tandis que le taux de chômage continue sa décrue (3,2 % après 3,3 % au trimestre précédent, et 3,5 % un an auparavant).

DARES*

*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Thierry Ziliotto et composée de Anthony Bouvier, Thuy Do, Justine Durand, Marie Rey et Thierry Ziliotto.

Graphique 10
Demandeurs d'emploi et activité réduite

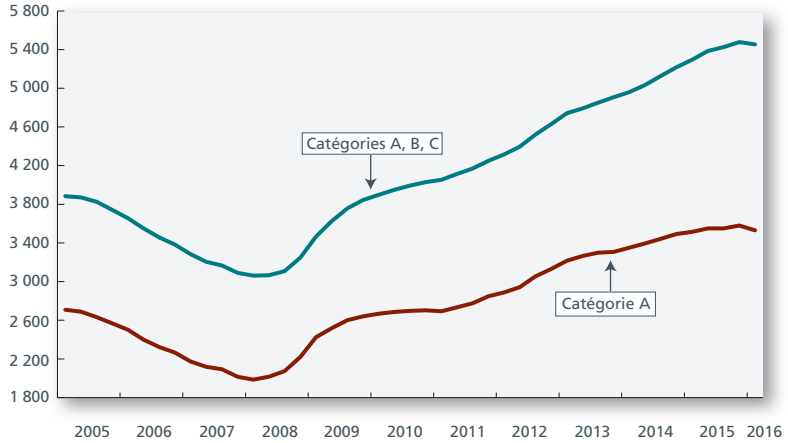
En milliers, données CV-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 11
Demandeurs d'emploi par catégorie

En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 12
Entrées et sorties de catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO cumulées sur le trimestre

Note : il s'agit des entrées et sorties depuis ou vers les catégories A, B, C cumulées sur le trimestre, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre). Les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés. Les mouvements depuis ou vers les catégories D et E sont ici comptabilisés.
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Pour en savoir plus

[1] Insee (2016), «Au premier trimestre 2016, la consommation et l'investissement portent la croissance du PIB (0,6 %) », *Informations Rapides* n°141, juin.

[2] Insee, Dares (2016), « L'emploi augmente de nouveau au premier trimestre 2016», *Informations Rapides* n°149, juin.

[3] Lebrault G. (2016), « L'emploi intérimaire se stabilise au 1er trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n°036, juillet.

[4] Croguennec Y. (2016), « Les tensions sur le marché du travail au 1er trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n°029, juin.

[5] Pignier J. (2016), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er trimestre 2016 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n°032, juin.

[6] Dares, Pôle emploi (2016), « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en mai 2016 », *Dares Indicateurs* n°033, mai.

[7] Eurostat (2016), « Le PIB en hausse de 0,6 % dans la zone euro et de 0,5 % dans l'UE28 », Euro-indicateurs, *communiqué de presse* n°111, juin.

[8] Eurostat (2016), « Le taux de chômage à 10,2 % dans la zone euro », Euro-indicateurs, *communiqué de presse* n°105, mai.

[9] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013 : différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.

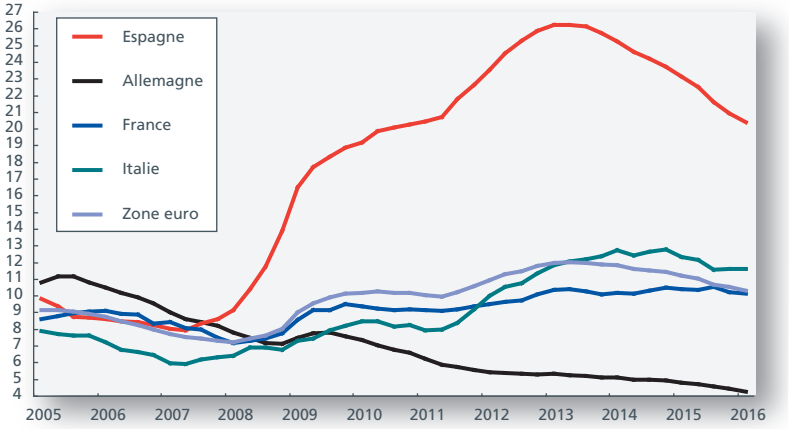
[10] Insee (2016), « Le taux de chômage est stable au premier trimestre 2016 », *Informations Rapides* n° 130, mai.

[11] http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-dtravail- stmt-elements-methodologiques

[12] Dares (2016), « Emploi, chômage, population active : rebond de l'emploi salarié en 2015 », *Dares Analyses* n°035, juillet.

Graphique 13
Taux de chômage en zone euro

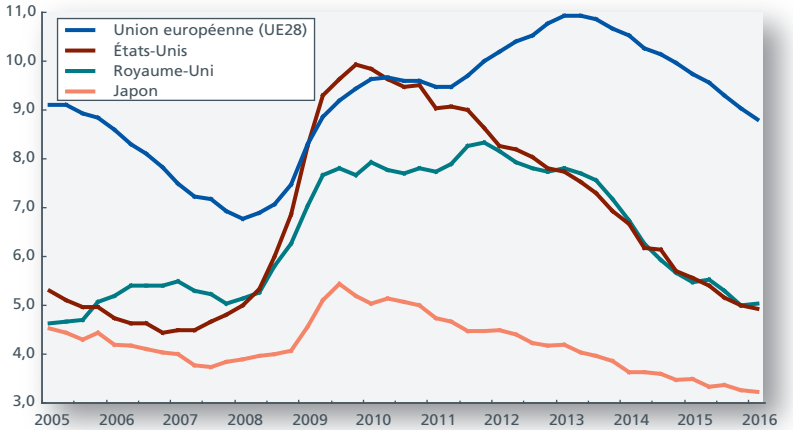
En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.
Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les DOM.
Lecture : au 1er trimestre 2016, le taux de chômage de l'Espagne est de 20,4 %.
Source : Eurostat.

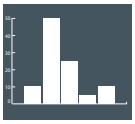
Graphique 14
Taux de chômage dans le monde

En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.
Lecture : au 1er trimestre 2016, le taux de chômage de l'Union européenne est de 8,8 %.
Source : Eurostat.

Données des graphiques et tableaux accessibles au format excel



DARES INDICATEURS
est édité par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
http://dares.travail-emploi.gouv.fr (Publications)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**
Rédactrice en chef : **Anne Delahaye**
Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Thomas Cayet**
Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réponse à la demande :
dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares :
http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement

Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.